



OBJET : Interdiction temporaire et partielle de stationner avenue Outrebon à Villemomble
[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-24, L 2213-1 et suivants, L 2214-3, L 2521-1 et L 2521-2,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-1 et suivants R 411-25, R 417-1 et suivants, R 417-9 et suivants,

VU l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la Commune,

VU l'arrêté en date du 13 novembre 2017 instituant une zone à stationnement payant sur certaines voies de la Commune,

VU l'arrêté n° 2006/14-ST en date du 6 février 2006 limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

CONSIDERANT que les travaux de réalisation d'une inspection télévisée et les curages des réseaux d'assainissement pour le compte de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement nécessitent la modification temporaire et partielle des conditions de stationner avenue Outrebon à Villemomble

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le stationnement des véhicules est interdit face au n° 34 à 38 avenue Outrebon à Villemomble, sur 15 ml, du 22 juillet 2024 à 07h00 au 30 aout 2024 à 16h00.

Article 2 : La vitesse est limitée à 30 km/heure dans la zone des travaux.

Article 3 : Les sociétés CIG, CAE et ATGT INGENIERIE chargées de l'exécution des travaux seront responsables de la mise en place et de l'entretien de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant le stationnement jusqu'à l'achèvement des travaux.

Article 4 : Dans le respect de la réglementation et 72h00 avant le début des travaux par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la Police Municipale (01.49.35.25.76).

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

Article 6 : La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire territorialement compétent ou le chef de service de la police municipale.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié aux sociétés :

- CIG – Rue Berthelot – 95500 GONESSE
- CAE – 8 route de Mandres – 94440 SANTENY
- ATGT INGENIERIE – 2 rue de la Marre à Tissier – 91280 SAINT PIERRE DU PERRY





Article 8 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :



- Messieurs les Officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villemomble,
- RATP Bord de Marne,
- D.V.D,
- DEA.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, à :

- Monsieur le Commissaire de Police du Raincy/Villemomble.
- Service Police Municipale.

Fait à Villemomble, le 5 juillet 2024

Par délégation du Maire,
L'Adjoint délégué

Jean-Christophe GERBAUD

